7 septembre 2009 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur les relations franco-brésiliennes, à Brasilia le 7 septembre 2009.

Mesdames et Messieurs,
Je voudrais vous dire le bonheur qui est le mien d'être au Brésil pour la deuxième fois cette année, accompagné d'une très importante délégation, j'y reviendrai, de ministres, de chefs d'entreprises.
Vous avez choisi le Brésil et il se trouve que moi aussi, parce que je suis persuadé que le Brésil est un partenaire incontournable pour la France. C'est un géant qui doit jouer un plus grand rôle dans les équilibres du monde. C'est un peuple fier qui doit être davantage considéré à la mesure de ce qu'il apporte à l'économie, à la stabilité du monde, à la culture. C'est un géant démographique. C'est un géant en superficie et politiquement, c'est un partenaire indispensable pour la France.
Nous avons décidé depuis 2 ans et demi avec le président Lula de signer un partenariat stratégique qui ne soit pas simplement, comme si souvent, une addition de mots mais témoigne chaque jour d'une réalité.
Mes Chers Compatriotes du Brésil,
Il faut bien que vous compreniez que désormais, sur la scène mondiale, la France et le Brésil harmonisent tous leurs choix politiques. Je suis convaincu que l'organisation du monde d'aujourd'hui est obsolète, qu'elle est injuste, qu'il n'est pas raisonnable de vouloir régler les affaires du monde sans tenir compte d'un continent comme l'Amérique latine, d'un continent comme l'Afrique ou d'un pays continent comme l'Inde. La France réclame pour le Brésil une place de membre permanent du Conseil de sécurité. Il faut que nous obtenions la réforme de la gouvernance mondiale, et que nos amis brésiliens comprennent que le jour où ils auront toute leur place, tous leurs droits, ils devront assumer tous leurs devoirs, les devoirs d'une grande puissance. Il ne faut pas s'étonner que ceux que l'on appelle les pays émergents n'aient pas toujours la volonté d'assumer leur responsabilité à partir du moment où ils ont le sentiment, jour après jour, de ne pas être considérés à la juste proportion de ce qu'ils représentent sur le théâtre du monde.
C'est quelque chose auquel je crois profondément, je le dis pour le Brésil, je le pense pour l'Inde, je le pense pour un pays comme l'Afrique du Sud, bien sûr la Chine qui a des demandes permanentes, mais je refuse une organisation qui laisserait à penser que les grands dossiers du monde puissent se régler dans un dialogue avec les 8 du G8, ignorant tous ces pays du XXIe siècle. La France a été trop absente et lorsque l'on a été présent, c'était sympathique, on donnait toujours beaucoup d'affection mais parfois on décevait en ne tenant pas nos engagements. C'est très important pour moi cette quatrième rencontre bilatérale avec le président Lula depuis le début de l'année, le deuxième voyage, parce que nous avons besoin des Brésiliens et les Brésiliens savent qu'ils peuvent compter sur nous.
Lors de mon dernier voyage, la France a fait un choix stratégique, sous le contrôle du ministre de la Défense, Hervé Morin, qui consistait à aider nos amis brésiliens à construire un sous-marin à propulsion nucléaire. Le Brésil, c'est une démocratie, il n'y a aucune raison de leur refuser cette aide et cela a débouché sur une première série de contrats très importants puisque nos amis brésiliens ont préféré acheter les sous-marins Scorpène français que les Allemands, que l'on aime beaucoup. Et puis, un contrat de 50 hélicoptères. Entre 6 et 7 milliards d'euros de contrats

beaucoup. Et puis, un contrat de 50 hélicoptères. Entre 6 et 7 milliards d'euros de contrats décidés lors de mon dernier voyage et signés aujourd'hui. C'est fait.
Mes Chers Compatriotes,
Tout cela, c'est du travail en France, ce sont des emplois en France. Je suis président de la République de la France, la cinquième puissance du monde, et je ne peux pas continuer à regarder nos parts de marché diminuer, je parle sous le contrôle de Christine Lagarde. Le rôle d'un président, c'est aussi de se battre pour aider les entrepreneurs, pour aider les entreprises. Vous savez très bien que dans ces grands contrats, la dimension politique au bon sens du terme est présente parce que l'on achète des produits, des équipements, mais on regarde aussi qui les fabrique et quelle est la parole de celui qui les fabrique.
Hier soir, cette nuit, nous avons décidé de conclure un contrat historique puisque le Brésil a décidé de retenir un avion français, le Rafale, plutôt que l'avion américain ou l'avion suédois dans une compétition extrêmement difficile. Nous avons indiqué que nous étions prêts à des transferts technologiques. Il ne faut pas en avoir peur parce que l'on développera une industrie aéronautique avec les Brésiliens et la France, ensemble. Grâce à ces 36 Rafales, on va pouvoir penser dès maintenant à la génération suivante des Rafales. Nous allons acquérir 10 avions de transport brésiliens que nous allons contribuer à construire. Le Brésil, puissance industrielle, la France, puissance industrielle, ensemble, plutôt que d'être tout seul dans son coin, garder ses avions pour soi. Et à l'arrivée, cela créera des emplois au Brésil et cela créera 6 000 emplois en France. C'est encore 5 milliards d'euros de contrats. Le principe est décidé, on entame la rédaction, la négociation de tous les contrats dès maintenant.
Vous vous battez tous les jours. Mon devoir, celui des ministres, c'est de se battre. Nous ne sommes pas simplement ici pour faire des discours. On doit faire du concret, penser à la crise qui a frappé, créer les conditions pour retrouver la croissance dans ce Brésil fantastique, ici à Brasilia, ville où l'on pensait il y a cinquante ans, qu'il y aurait 500.000 personnes. Elle a été multipliée par 4, par 5, et c'est ici que la France doit être. La France ne peut dire aux autres : "c'est formidable ce que vous faites", et puis nous, on ne fait rien. Il fallait que, nous aussi, on change pour que la parole de la France soit entendue. Il ne faut pas que la France se contente de parler, il faut qu'elle le fasse.
Dans tous vos métiers, dans vos familles, dans vos entreprises, dans vos affaires, dans vos administrations, tout le monde compare. Qu'est-ce que l'on dit ? Qu'est-ce que l'on fait ? Quelle est l'adéquation entre ce que l'on dit et ce que l'on fait ? Si la France veut être présente comme un partenaire respecté dans cette partie du monde où se joue tout le XXIe siècle, la France doit changer aussi. Vous ne pouvez pas continuer à être la seule au monde à avoir les 35 heures, la seule au monde à considérer que les universités ne pourraient pas être autonomes. Je le dis ici, au Brésil, où il y a eu un tel effort ces dix dernières années pour construire des universités du futur, de qualité, avec beaucoup d'argent investi. Nous ne pouvons pas regarder ces pays nouveaux qui investissent dans l'éducation, dans la jeunesse, dans la recherche et rester avec des universités à qui on ferait tellement peu confiance qu'on ne leur donnerait même pas l'autonomie. Il faut se battre. C'est ce que nous sommes en train de faire.
J'ajoute que, aussi curieux que cela puisse paraître, enfin ce n'est pas curieux pour vous, je viens en voisin. Nous sommes frontaliers du Brésil. Nous avons 700 kilomètres de frontière commune avec le Brésil. Je regrette qu'on ait trop souvent oublié cela. C'est la réalité. Quand j'entends parler - je parle sous contrôle de Jean-Louis Borloo - de la richesse que représente la forêt amazonienne, mais la France ne doit pas oublier qu'elle-même est une puissance amazonienne. C'est le laboratoire de la biodiversité, ce sont des possibilités de recherches médicales considérables. Nous avons décidé avec Bernard Kouchner, avec Jean-Louis Borloo, qu'à la conférence historique de Copenhague, au mois de décembre, où va se jouer, je pèse mes mots, une partie de l'avenir de l'humanité, nous avons décidé, le président Lula et moi, que nous irions ensemble, Brésil et France, avec une position commune. C'est la première fois qu'un grand pays émergent et qu'une grande puissance développée décident, plutôt que de se critiquer et de s'opposer devant l'immensité de l'enjeu environnemental, de s'allier et de travailler ensemble pour créer un axe de l'optimisme car nous n'avons pas le droit d'échouer à Copenhague.

De retour à Paris, Jean-Louis Borloo, Christine Lagarde et moi-même, nous allons rendre des arbitrages pour faire un choix lui aussi historique. C'est comme cela. Il y a des périodes dans l'histoire d'un peuple, dans l'histoire de l'humanité où il y a des grands changements qui se mettent en place et que l'on ne vienne pas me dire qu'il y en a trop. On n'a pas le choix, quand le monde bouge, il faut bouger soi-même. On ne peut pas bouger sur un secteur et ignorer tout le reste. On annoncera pour la première fois jeudi les modalités d'une fiscalité qui va faire évoluer les comportements.

Mes Chers Compatriotes,

On ne peut plus continuer à asseoir l'assiette de la fiscalité exclusivement sur le travail et sur le capital. Nous allons commencer à l'asseoir sur la pollution, parce que se joue une part de l'avenir de vos enfants. Nous sommes la dernière génération qui peut faire quelque chose, après ce sera trop tard. Le temps ne travaille pas pour nous, il travaille contre nous, nous n'avons plus le temps.

Et puis, je le dis en regardant de grands architectes, ici à Brasilia qui a été quand même à la base d'un mouvement d'architecture sans précédent, j'ai voulu que la France se réveille. Dans les grandes périodes de civilisation correspondent les grands gestes architecturaux. Roland sait que je porte cela en moi depuis bien longtemps, parce que l'architecture, c'est un art populaire par excellence, il n'y a pas besoin de payer et de rentrer dans un musée pour le voir, il suffit de se promener dans la rue. Les peuples qui espèrent construisent, bâtissent, imaginent, bougent, changent. Je dois dire que j'ai été un peu suffoqué, moi qui voyage tant, d'aller dans toutes les capitales du monde, de voir que cela bougeait partout, des projets formidables, on peut aimer ou pas, mais des projets.

Ce qui répond à la crise, c'est l'espérance de projets, ce n'est pas la rétractation de frilosité. C'est justement parce qu'il y a la crise qu'il faut bouger, faire des projets et imaginer. Je le dis devant Frédéric Mitterrand, c'était notre devoir d'imaginer cela, on ne pouvait pas laisser Londres, New York, le Brésil et puis voir Paris en disant : "c'est la plus belle ville du monde !". C'est vrai, mais c'est un musée simplement. Et nous, nous avons hérité de la plus belle ville du monde, mais ceux qui hériteront de nous, ils nous demanderont : "mais qu'est-ce que vous avez fait de cet héritage ? Vous l'avez géré comme des petits comptables ou vous avez vous-mêmes apporté votre créativité ?"

J'ai voulu le Grand Paris qui, c'est vrai, bouscule. Et alors ? Vous croyez que l'on fait des choses sans bousculer ? Méfiez-vous des grandes décisions qui ne provoquent aucun grand mouvement. Elles ne doivent pas être si grandes que cela. Je vois ici ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont imaginé. Je me disais encore l'année dernière, il y avait un débat à Paris : "faut-il des tours ou pas de tour ?" Quel débat consternant ! Il faut remettre l'idée du beau. On veut des belles tours et on ne veut pas des petits cubes. Mais si les petits cubes sont beaux, on veut bien des petits cubes. On ne peut pas réduire le débat uniquement au conservatisme, à l'immobilisme. Encore une fois la frilosité à se tourner vers le passé. Et c'est une affaire qui va bien au-delà de la gauche et de la droite. Au fond, c'est une affaire d'envie, de passion, de jeunesse, pas de jeunesse à l'état civil, d'envie de faire et de réaliser.

Si vous êtes ici, c'est que vous aviez envie de réaliser. Voilà tout ce que l'on est en train de bouger, le Brésil et la France. Je pourrais vous dire beaucoup d'autres choses encore, mais je ne veux pas lasser votre patience. Et puis jusqu'à présent, on a une chance impeccable parce que, en moi-même, je me disais : "la baraka fait partie de la bonne gestion". Il aurait pu pleuvoir, il ne pleut pas, c'est quand même un signe.

Je voudrais terminer en vous disant deux choses. La première, c'est que pour faire des grands changements, bien sûr, ce n'est pas le lieu de parler de politique au sens politicien du terme, mais pour faire de grands changements, il faut de grandes majorités. Je défends depuis très longtemps cette idée que l'ouverture est d'autant plus nécessaire qu'il n'y en avait pas besoin. Je m'explique : si vous avez besoin de l'ouverture pour faire une majorité, c'est une coalition ou une cohabitation. En général, on n'avance pas très vite ainsi. Les Français m'ont donné une majorité et j'ai voulu faire adhérer à cette majorité des femmes et des hommes qui avaient fait d'autres

choix, c'était parfaitement leur droit, et qui ont eu le courage d'accepter de travailler avec le président de la République que les Français avaient choisi. Parce qu'il y a des talents et que j'ai voulu les agréger pour que l'on fasse ces changements.
Vous savez, pour moi, c'est une grande fierté de venir ici avec Bernard Kouchner, avec Frédéric Mitterrand - si l'on nous l'avait dit quand même !-, avec Jean-Louis Borloo, qui travaille de façon remarquable, avec Christine Lagarde - c'est extraordinaire, il a fallu attendre ce gouvernement pour que, pour la première fois, une femme en France soit ministre des Finances, cela en dit long sur les progrès que l'on avait à faire - Eric Besson, Hervé Morin, on fait une équipe qui représente la diversité de notre pays. C'est très important. La France doit donner cette image du refus du sectarisme. Et je le dis dans un pays comme le Brésil où je voyais des gens dans la rue, lors du défilé ce matin, le métissage, formidable richesse. Les sociétés meurent par la consanguinité, elles se renforcent par le métissage. C'est une vérité historique qui est incontestable. Le métissage, il n'est pas simplement bien au point de vue identitaire, il est aussi une réalité politique, culturelle, artistique. C'est un enrichissement. C'est exactement ce qu'à notre façon, les uns, les autres, on a fait, on essaie de construire, car le sectarisme au XXIe siècle, c'est plus qu'une erreur, c'est une faute, c'est un appauvrissement, c'est un assèchement. Je ne vise personne, mais franchement cela n'épanouit pas le sectarisme, en tout cas ce que j'en vois de l'extérieur.
Je voulais vous dire, en terminant, à vous, Mes Chers Compatriotes, qu'il faut que l'on se batte, pas simplement parce que la France, c'est une grande culture, une grande histoire. Il faut avoir des établissements scolaires à la dimension de nos ambitions. Si on a l'ambition de l'universel, en tout cas, pas au sens solitaire mais d'être présent partout, et que l'on n'est pas capable de financer des alliances françaises ou des lycées, des collèges, des écoles, franchement, c'est que l'on est en totale contradiction. J'ai votre projet, je sais qu'il y a des discussions, si on peut donner un coup de pouce, je le donnerai bien volontiers. Mais je souhaite que partout où dans le monde cela bouge, on crée, on se développe £ qu'il y ait une alliance française, des Français, un établissement français partout, c'est capital ou alors, on est un pays qui se rétracte. Bien sûr que cela coûte de l'argent, mais cela coûte plus cher de renoncer à ses ambitions et de renoncer à ses rêves.
Je voudrais également vous dire que, même si j'ai dû imposer cette idée, en tout cas, elle m'est chère : je conteste l'idée que quand on est un expatrié et que l'on scolarise ses enfants dans le public, on doive payer fort cher, alors que, quand on reste en métropole, on est bien fier de la gratuité de l'enseignement public. Je conteste cette injustice. Ce n'est pas la peine de parler d'égalité, s'il y a cette injustice. Je conteste d'ailleurs l'idée que c'est aux entreprises de financer, parce que les entreprises, elles doivent être compétitives et elles doivent créer des emplois, verser des salaires, faire des profits, trouver des clients et ce n'est pas forcément à elles de payer en lieu et place de l'Etat. Vous savez que depuis trois ans, chaque année on fait une année gratuite. On a commencé par la terminale. On va faire le bilan de tout cela. On finit le lycée. On me dit : "pourquoi vous ne commencez pas par la maternelle ?" Parce que par la terminale, cela coûtait plus cher ! Si j'avais commencé par la maternelle, on m'aurait dit : "pourquoi, vous ne commencez pas par la terminale ?".
Enfin, on a fait une réforme de la Constitution pour vous rendre vos droits de citoyens. Vous êtes 2 millions pratiquement à vivre en dehors de la métropole, mais vous êtes Français. Peut-être que quand on vit à l'extérieur, on est encore plus attaché à son pays, peut-être plus intéressé encore par ce qui s'y passe. Il n'y avait aucune raison que les femmes et les hommes qui portent l'image de la France et qui défendent, d'une certaine manière, les intérêts de la France, n'aient le droit de voter que pour un sénateur. S'ils voulaient voter pour leurs députés, ils étaient obligés soit de rentrer, soit de faire une procuration. Nous avons voulu qu'il y ait maintenant des circonscriptions larges et vous, les Français de l'étranger, vous pourrez désormais voter comme tous les Français à la fois pour les députés et les sénateurs. Vous aurez des députés qui vous représenteront directement. Je trouve que ce n'est que justice. Là encore, si la France a vocation à l'universel, qu'elle ne pénalise pas ceux qui, aux quatre coins du monde, font entendre du français et sont là. On est bien content que vous soyez là.

français et sont là. On est bien content que vous soyez là.
Vous l'avez compris, c'était un voyage très important pour nous, extrêmement important. Les ministres vont continuer, reprendre le flambeau, développer. Je reviendrai d'ailleurs parce que nous avons le fameux pont sur l'Oyapock à inaugurer. C'est extraordinaire, avant la fin de l'année prochaine, quand même. Mais là aussi, fantastique : cela faisait des années que l'on promettait aux Brésiliens de faire le pont, il ne commençait pas. Moi, je préfère dire "soit on le fait, soit on ne le fait pas. Mais si l'on décide de le faire, faisons-le" C'est une question de crédibilité.
On va créer l'université de la biodiversité, fantastique, en plein dans la forêt amazonienne. Il faut jouer à fond cette chance d'être là-bas, c'est très important pour la Guyane française et c'est très important pour la France de valoriser cette présence. On a encore tant et tant de projets.
Mes Chers Compatriotes,
J'aurai donc l'occasion de revenir au Brésil. Je ne sais pas si cela sera Brasilia, Monsieur l'Ambassadeur, en vous remerciant ainsi que votre épouse de votre accueil, ou une autre ville. Permettez-moi de vous remercier en notre nom à tous de vous être donné la peine de venir. Je sais que certains viennent de loin et croyez-bien que je mesure ce que peut représenter à la fois de bonheur de vivre à l'étranger et en même temps de déchirement, de douleur intime, peut-être parfois de sentiment de solitude. Et puis d'inquiétude en se disant : "quand je reviendrai, est-ce qu'ils me feront une place ?". Je conteste là-aussi cette idée qu'un expatrié a vocation à rester toute sa vie expatrié. Non, il faut que nos administrations, nos entreprises valorisent l'expérience de ceux qui sont à l'étranger en leur faisant une place quand ils reviennent, pas la dernière : "mais tu étais à Brasilia, tu es bon pour partir à Bagdad". Non, ce n'est pas ainsi que cela se passe. Si vous voulez, allez-y, cela ne me regarde pas. Mais je veux dire par là, y compris dans nos administrations, c'est très injuste de considérer que ceux qui sont privilégiés, je pense aux enseignants, je pense aux diplomates, je pense aux fonctionnaires de consulat. C'est très injuste de non seulement profiter du fait qu'ils ont tenté cette expérience, mais qu'en plus il n'y a pas de place pour eux quand ils reviennent. Je pense exactement la même chose dans un certain nombre d'entreprises où il n'y a aucune raison que cela fonctionne ainsi.
Je ne sais pas pourquoi je vous ai parlé de cela, parce que je le pense. Mais quand même au fond de moi-même, je veux vous dire une chose : je vous envie parce que ce Brésil, c'est vraiment un pays magnifique, ce sont des gens merveilleux de simplicité, de jeunesse, de liberté. Ils ont un potentiel fantastique et j'étais très heureux de partager ce moment avec vous.
Je vous remercie.